

QUESTION AU GOUVERNEMENT posée par M. Pierre MAUROY

Monsieur le Premier ministre,

Lionel JOSPIN vous a posé trois questions, et après vous avoir entendu, je suis tenté de conclure que vous avez été à la fois léger et coupable.

aucune conclusion de ça la crise

\* Pouvait-on prévoir cette crise ? Chacun savait que la croissance de l'économie financière était tout-à-fait excessive et spéculative... Vous avez tenu le rôle du joueur de flûte des contes de GRIMM, dont la petite musique trompeuse débarrassa la cité des rats, mais hélas, conduisit aussi les enfants de cette cité à leur perte.

Nous Jamais sans doute un gouvernement n'avait à ce point incité l'épargne française à se porter en bourse. Votre gouvernement est le seul qui, à coup de dizaines de millions de francs de propagande, ait laissé croire aux petits épargnants, qu'en suivant le mouvement, ils gagneraient tous, à tous les coups. En faisant leurs comptes, ils sauront ce qu'ils vous doivent!

2

Les Français qui vous ont fait confiance,  
sont tombés dans un piège, mais vous aussi, Monsieur le  
Premier ministre, et tout votre gouvernement.

Ce piège vous l'avez bâti vous-même, vous  
payez le prix de votre abandon passif au mouvement du  
marché.

S'abandonner comme vous le faites, aux  
mouvements ératiques, ce n'est pas seulement s'exposer  
aux coups de bourse, comme celui que nous venons de  
subir - et pourtant la France n'est pas un casino ! -  
c'est abandonner des millions de chômeurs aux seules  
logiques financières; c'est laisser l'argent dicter sa  
loi à l'industrie, sans que soient pris en compte, ni  
l'intérêt général, ni l'indépendance nationale.

Monsieur le Premier ministre,

- Que reste-t-il de votre adhésion au  
reaganisme dont la responsabilité dans la  
crise est aujourd'hui reconnue?
- Ne regrettez-vous pas votre conversion  
tardive au libéralisme ?

3

- Ne regrettez-vous pas l'époque, pas si lointaine, où votre objectif était la construction d'un "travaillisme à la française" ?

- Que reste-t-il enfin de votre capitalisme populaire, à l'heure où le cours des actions des petits porteurs s'effondre, et que la valeur des noyaux durs reste le seul élément stable de cette aventure.

J'affirme que, pour notre part, nous avons été plus clairvoyants en défendant l'idée d'une économie mixte : le marché est un indicateur, un point de passage obligé, il ne doit pas être le maître; votre maître !

Aujourd'hui vous dispersez les outils de production que la Nation avait rassemblés en 1946, comme en 1981. Vous affaiblissez ainsi le pays, tout comme vous l'affaiblissez, par votre échec en matière de croissance, d'inflation, de commerce extérieur et de chômage.

4

Cette responsabilité, Monsieur le Premier ministre, est plus lourde encore et plus grave que celle que vous portez face aux épargnants.

Dans ces conditions, un changement de politique est urgent, êtes-vous décidé à changer de politique ?

arrêter nos fautes de nous décider à

# A l'Assemblée, l'action socialiste n'épargne pas la majorité

Jospin a accusé le pouvoir d'avoir « attiré des millions de Français sur un marché instable ». Mauroy a enfoncé le clou. Hier, saisissant les questions d'actualité, le PS s'est fait le champion des boursicoteurs. Piquant pour un parti de gauche.

**P**rofitant de l'accalmie boursière, les socialistes ont durci hier leurs attaques contre le gouvernement. A l'Assemblée nationale, Lionel Jospin et Pierre Mauroy n'ont pas mâché leurs mots pendant la séance des questions d'actualité. Le premier secrétaire du PS a accusé le pouvoir d'avoir « doublement fragilisé » le marché financier, par « l'insuccès de sa politique économique » et par « un programme de privatisations bâti à la hâte et imprudent ». Jospin demandait à Jacques Chirac s'il n'avait pas prévu, avant de lancer la vague de dénationalisations, la possibilité de crise financière, auquel cas il aurait été « léger », ou bien s'il l'avait cachée aux épargnants, hypothèse qui ferait de lui un « coupable ». Et de lui reprocher vivement « d'avoir attiré des millions de Français qui disposaient d'une épargne sûre sur un marché instable ». Conclusion du dirigeant socialiste : « Les petits actionnaires ont cru Chirac et Barre, et ils ont été piégés ! ».

Edouard Balladur, lui, a répliqué que « la Bourse française a moins baissé que les Bourses étrangères » et que « les valeurs des privatisées ont moins baissé que la moyenne des valeurs ». Le ministre de l'Économie a souligné qu'un épargnant qui aurait investi au maximum dans les privatisées, soit 17 000 francs, détient aujourd'hui un portefeuille d'une valeur de 18 232 francs. Il a regretté que certains hommes politiques aient cherché à « effrayer les épargnants », ce qui a provoqué les cris « *Hersant ! Hersant !* » sur les bancs socialistes.

Pierre Mauroy est alors revenu à la charge, salué par un sonore « *la voix de la faillite !* » sur les travées de droite. Il s'en est pris à la « *suffisance* » du ministre d'État et a conclu de ses propos antérieurs : « *Vous êtes à la fois léger et coupable !* ». L'ancien Premier ministre a prédit la vengeance des petits porteurs : « *Les Français, en vous faisant confiance, sont tombés dans un piège, mais vous aussi et tout le gouvernement !* ». Il s'est moqué de la foi libérale



Le PS s'emploie à se faire l'écho du désenchantement des petits porteurs

de Chirac : « Monsieur le Premier ministre, que reste-t-il de votre adhésion au reaganisme ? Que reste-t-il de votre capitalisme populaire ? ». Dans un vacarme majoritaire croissant, Mauroy a conclu par une note d'optimisme : « Nous redevenons la majorité et vous serez à nouveau l'opposition ! ».

Balladur lui a répondu sur un registre aussi polémique en rappelant les trois dévaluations opérées sous la gauche : « L'aviez-vous prévu monsieur le Premier ministre ? ». Il a estimé que, « à la première difficulté », les socialistes replongent dans leurs « erreurs favorites » nourries de dirigisme. Et de conclure : « Vous nous donnez le sentiment de n'avoir rien appris mais nous, nous n'avons rien oublié de votre gestion ! ».

En réponse aux questions, fausement innocentes, de Pierre Messmer, président du groupe RPR, Balladur a enfin confirmé la poursuite du programme des privatisations qui « ne sont en rien la cause du phénomène ». Le

report de la privatisation de Matra (lire page 2) serait purement « technique » : « Il ne s'agit en aucun cas d'une pose politique. » « Je ne renoncerai pas davantage à privatiser l'UAP », a encore prévenu le ministre, pour qui les dénationalisations se poursuivront « au rythme permis par le marché ».

En se saisissant des déboires boursiers pour relancer leur offensive contre les privatisations, les socialistes poursuivent trois séries d'objectifs. Ils cherchent d'abord à retourner contre le gouvernement le succès populaire rencontré par la vente des actions des sociétés dénationalisées. Ces petits porteurs pouvaient avoir le sentiment de profiter, on ne peut plus concrètement, de l'ère libérale à la mode Chirac. Le PS s'emploie aujourd'hui à se faire l'écho de leur désenchantement et à le transformer en une critique des illusions suscitées par un libéralisme trop prometteur. Il est piquant d'entendre les socialistes taxer les conservateurs d'irresponsabilité financière et se poser implicitement en meilleurs garants des intérêts bien compris des boursicoteurs.

Le PS s'efforce également de faire cesser le processus de privatisation. La campagne sur le bradage des actions des privatisées n'avait guère rencontré d'écho, quand elle n'avait pas favorisé paradoxalement la réussite de ces opérations. Les accusations portées contre la constitution de noyaux durs « *chirakisés* » avaient déjà plus porté dans l'opinion. Aujourd'hui, la maladie boursière rend crédible la thèse du danger qu'il y aurait à alourdir encore l'offre d'actions. Le PS a d'autant plus

intérêt à une interruption des privatisations qu'elles doivent désormais toucher le secteur des assurances. Or sa privatisation bouclerait la constitution des fameux noyaux durs, étant donné son important rôle d'investisseur financier. Il deviendrait, dès lors, plus diffi-

cile pour la gauche, le jour venu, de briser les noyaux durs des privatisées, comme Jospin en a récemment exprimé le souhait.

La tourmente financière permet enfin au PS de reprendre l'offensive idéologique contre les thèses libérales, imprégnées de reaganisme, à l'honneur dans la majorité. La démonstration des dangers provoqués par une dérégulation systématique de l'économie et par une confiance aveugle dans les mécanismes du marché réhabilite, à leurs yeux, le sage concept mitterrandien d'« *économie mixte* ». Les dirigeants socialistes hésitent toutefois à remettre en cause la logique de spéculation financière qui domine, dans la mesure où ils voient mal quels remèdes peuvent être avancés au niveau national. A la gauche du PS, certains se demandent néanmoins si un approfondissement de la crise ne sonnerait pas le glas du pragmatisme prudent qui sert aujourd'hui de ligne de conduite économique aux socialistes.

Eric DUPIN

libe'  
22 oct 87